



Hôtel de Ville Plouhinec

Déclaration préalable N° DP 29197 22 00166

REPUBLIQUE FRANCAISE
(Finistère)

Déposé le :	28/10/2022
Complété le :	
Demandeur :	Monsieur Philippe GORCE
Adresse du demandeur :	9, Rue de Menez Dregan 29780 PLOUHINEC
Pour :	<ul style="list-style-type: none">- Réalisation d'un carport (33m²) avec panneaux photovoltaïques en toiture terrasse- Réfection de la charpente de l'atelier- Remplacement de la couverture en tuiles macaniques par ardoises- Mise en place de panneaux photovoltaïques sur couverture atelier façades sud- Ouverture d'une baie, d'une porte-fenêtre et d'une fenêtre sur l'atelier
Adresse des travaux :	9 RUE DE MENEZ DREGAN 29780 Plouhinec
Références cadastrales :	ZW177
Surfaces de plancher créée :	0 m ²

Arrêté du maire Accordant une Déclaration préalable Au nom de la commune de Plouhinec

Le maire de PLOUHINEC,

Vu la demande de déclaration préalable sus décrite,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Schéma de Cohérence Territorial Ouest Cornouaille approuvé le 21 Mai 2015 modifié le 04 octobre 2021,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 octobre 2011 modifié le 15 décembre 2016, le 19 décembre 2017, le 05 décembre 2019 et le 30 septembre 2021,

Vu l'arrêté de délégation de signature du Maire en date du 18 juin 2020,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 17/11/2022,

Considérant que l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France emporte compétences liées,

Considérant que le projet de carport de 33 m² avec panneaux photovoltaïques ne respecte pas l'article Uh.9 du Plan Local d'urbanisme, limitant l'emprise au sol de l'ensemble des constructions à 30% de la surface du terrain situé en zone Uhc.

Considérant que l'article L152-5 du code de l'urbanisme indique qu'il est possible de déroger aux règles des plans locaux d'urbanisme lorsque le projet a pour objet l'installation d'ombrières dotées de procédés de production d'énergies renouvelables situées sur des aires de stationnement.

Considérant que le projet fait l'objet d'une dérogation au titre de l'article L152-5 du code de l'urbanisme.

ARRÊTE

ARTICLE 1

Il n'est pas fait opposition à la demande susvisée sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2

Prescriptions motivées de l'architecte des Bâtiments de France :

- La couverture devra être en ardoises naturelles de schiste.
- Le mur de façade du carport donnant sur la rue Menez-Dregan devra être en maçonnerie enduite de la même teinte que la maison.
- Afin d'assurer une bonne intégration visuelle des panneaux photovoltaïques, ils devront être de teinte noire afin que l'intégralité du dispositif (cellules photovoltaïques, tedlar, cadres, bavettes et panneaux, ainsi que tout élément apparent)« disparaisse » dans la couverture.

Fait à Plouhinec
Le 20 décembre 2022

Première Adjointe au Maire
Solène JULIEN LE MAO




Pour le Maire, l'adjointe
Solène JULIEN-LE MAO

Le demandeur devra effectuer une déclaration auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Biens immobiliers ».

La pose d'un panneau conforme aux normes est obligatoire dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis et pendant toute la durée du chantier.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriale.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification, ou en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété) . A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Autorisation d'ouverture :

L'autorisation d'ouverture prévue à l'article [L. 111-8-3](#) est délivrée au nom de l'Etat par l'autorité définie à l'article [R. 111-19-13](#) :

a) Au vu de l'attestation établie en application de l'article [R. 111-19-27](#), lorsque les travaux ont fait l'objet d'un permis de construire ;

b) Après avis de la commission compétente en application de l'article [R. 111-19-30](#), lorsque l'établissement n'a pas fait l'objet de travaux ou n'a fait l'objet que de travaux non soumis à permis de construire. La commission se prononce après visite des lieux pour les établissements de la première à la quatrième catégorie au sens de l'article [R. 123-19](#) ;

c) Après avis de la commission de sécurité compétente, en application des articles [R. 123-45](#) et R. 123-46.

L'autorisation d'ouverture est notifiée à l'exploitant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Lorsque l'autorisation est délivrée par le maire, celui-ci transmet copie de sa décision au préfet.

Respect de la réglementation de l'urbanisme :

Le projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable, notamment s'il entraîne notamment une création de surface ou d'emprise au sol, un changement de destination du bâtiment, ou modifie l'aspect extérieur d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite indépendamment de la présente autorisation.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles issues du Code de la Construction et de l'Habitation. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles relatives au Code de la Construction et de l'Habitation.